

Un colloque sur la mémoire de l'immigration privé de salle à Marseille

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Intitulé « Mémoires de l'immigration algérienne : la guerre d'Algérie en France », le colloque du Centre régional d'études et d'observation des politiques et pratiques sociales (Creops), déjà reporté une fois sous la pression de l'extrême droite, se retrouve sans salle à dix jours de sa tenue : l'université de Provence, qui devait l'accueillir à la faculté Saint-Charles les 2 et 3 décembre, a brusquement fait volte-face. ~~Après que la Maison des associations, qui dépend de la ville de Marseille, et le Centre de documentation pédagogique, sous tutelle de l'éducation nationale, se furent récusés au printemps, il devait enfin se tenir les 16 et 17 octobre au Centre méditerranéen de commerce international, géré par la chambre de commerce.~~

Conçu après une enquête auprès des jeunes issus de l'immigration, il avait pour objectif de « rompre le silence sur cette guerre et de leur permettre de dénouer - ou de renouer - les fils de leur histoire et de l'histoire de leurs parents quel que soit le camp dans lequel ces derniers se sont retrouvés ». Diverses personnalités, algériennes ou françaises, comme Ali Haroun, Saïd Bouama-

devaient l'animer, tandis que l'historien de l'immigration Emile Témime en assurait ouverture et clôture. Les thèmes de débat prévus étaient : « L'immigration et la guerre d'Algérie : pourquoi le silence ? » ; « Les immigrés : organisations syndicales et politiques » ; « L'engagement des citoyens français en faveur de l'indépendance ».

MENACES DE L'EXTRÊME DROITE

Programmé depuis janvier 2000, ce colloque a vite été pris pour cible par l'extrême droite, qui a fait du traumatisme algérien et de la douleur pied-noir son fonds de commerce. Une violente campagne démarrait donc dans *Présent*, à la fin de l'été, appelant à la « mobilisation contre le colloque des fellouzes à Marseille ». Soutenue par des affiches du MNR, elle était relayée par une kyrielle d'organisations de rapatriés exigeant l'interdiction de la « honteuse réunion ». Lettres, menaces, pétitions furent alors adressées à la chambre de commerce, qui, à quelques jours de sa tenue, découvrait brusquement que le colloque ne pouvait se tenir dans ses murs. Il était donc reporté, et un collectif de personnalités et de militants autour de Pierre Vidal Naquet se formait pour dénoncer la cen-

L'université de Provence acceptait alors de louer un amphithéâtre pour les 2 et 3 décembre. Elle fut à son tour accablée de lettres, de menaces, le Cercle algérieniste l'accusant par exemple de « participer à l'ambiance de guerre civile ». Des photos de corps torturés ou décapités accompagnaient souvent ces envois et l'extrême droite maintenait son mot d'ordre de manifestation pour interdire la tenue de la réunion. Le 22 novembre, le président de l'université, Gérard Dufour, faisait donc savoir aux organisateurs qu'il renonçait, se sentant incapable d'assurer la sécurité des hommes et des biens. La préfecture avait pourtant dit au Creops qu'elle se chargerait de la sécurité aux abords du bâtiment si les participants étaient enregistrés, badgés et disciplinés. Mais le président Dufour arguait qu'« un colloque dans une université en état de siège, ce n'est pas l'idée que je me fais de l'éthique universitaire ». Ali Mekki, directeur du Creops, déplorait cette nouvelle dérobade, qui mettait en péril son colloque et en appelait aux « forces démocratiques de la ville », leur rappelant que « Marseille est encore dans la République et que l'extrême droite n'a pas à y imposer sa loi ».

LE MONDE
26-27-11-2000